



LOI DE FINANCES 2019 : LES PRINCIPALES ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Le projet de loi de finances 2019 a retenu quatre axes principaux, avec parmi les objectifs, de renforcer la conformité de la fiscalité tunisiennes aux standards internationaux, donner de nouvelles impulsions aux investissements et soutenir la compétitivité des entreprises tunisiennes, la poursuite des réformes en matières de fiscalité et l'élargissement de la base des impôts, la lutte contre l'évasion fiscale, outre des mesures d'ordre sociales.

Les orientations majeures pour la LF 2019 visent donc la relance économique, le développement régional, l'emploi, la lutte contre la fraude ainsi que le package social.

Ainsi, la loi de finance 2019 se propose d'épargner aux citoyens, amis aussi aux entreprises, tout nouvel impôt susceptible de peser sur leur rentabilité, leur pérennité ou leur programmes d'investissement.

Le texte propose par ailleurs, d'unifier les taux d'impositions pour les sociétés sous les régimes préférentiels et réduire le taux de 25 à 13%, notamment en faveur des entreprises opérant dans les secteurs à forte valeur ajoutée, capable d'absorber la demande d'emploi émanant des diplômés du supérieur, il s'agit surtout des industries manufacturières et du secteur des services.

Le projet de loi évoque également une ligne de financement Concessionnelle en faveur de certaines PME, avec une bonification d'intérêts dans la limite de deux points. Les PME qui pourront bénéficier de cette mesure sont celles qui entrent dans le périmètre du décret n°51 de l'année 2015, à savoir les investissements de 10 à 100 mille dinars. La loi de finances 2019 reprendra d'autre part, l'article 13 de la LF 2018, relatif aux incitations fiscales et sociales en faveur de PME nouvellement créées, avec des exonérations d'impôts pour les 4 premières années d'activité, une mesure qui inclura également les PME créées en 2020.

D'autre coté, les investisseurs dans le secteur du textile, habillement et chaussures, dans les zones de développement régional, pourront bénéficier d'une prise en charge par l'Etat, des charges patronales de la sécurité sociale, pendant 10ans, une mesure rétroactives dont pourront bénéficier les sociétés créés avant le 1er janvier 2011 dans les secteurs et les régions concernées.

Le volet du développement régional comprend par ailleurs, une hausse de 200 millions de dinars pour le programme régional de développement (PRD) et son renforcement par la création de la Banque des régions, au capital de 100 millions de dinars, qui se donnera pour mission de soutenir le financement et le développement des PME dans les régions.

En ce qui concerne le soutien de l'emploi et de l'initiative privée, 150 millions de dinars supplémentaires seront consacrés au fonds de l'emploi, et 50 millions de dinars au profit d'un nouveau mécanisme pour soutenir les jeunes dans la création de projets en leur facilitant l'autofinancement.

Le volet social prévoit entre autres, l'amélioration de la qualité des services éducatifs, avec la mise en place d'un nouveau cadre contractuel avec les enseignants remplaçants, pour améliorer leur statut et renforcer le corps enseignant, pas moins de 7500 contrats sont prévus par la loi de finances 2019. En dehors du corps enseignant 850 nouveaux postes sont prévus, pour les surveillants et surveillants généraux, et 350 postes pour les conseillers. Il est également prévu, dans le cadre de l'amélioration de l'infrastructure, de fournir l'eau potable à 1000 établissements, d'autres travaux seront consacrés à la mise en place de clôtures pour les écoles qui n'en disposent pas.

Pour les services de santé, la LF 2019 prévoit des mesures pour les projets finis mais non encore exploités pour manque de ressources humaines, et la réouverture de certains services médicaux également en manque de personnel et de matériel. Le texte s'est fixé pour objectif de trouver les solutions au problème de l'endettement dans les établissements sanitaires.

Enfin, la LF2019 prévoit une réduction des TVA et droit de consommation sur les voitures populaires, et faciliter l'acquisition de certains types véhicules à des prix préférentiels de l'ordre de 20 mille dinars.

[Télécharger le projet de loi de finances 2019](#)

Source : tustex

LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INTERMEDIATION
Intermédiaire en Bourse



التونسية السعودية للوساطة
وسيط بالبورصة